



Distr.
GENERALE

E/CN.14/680/Corr.1 & Add.1
E/CN.14/TECO/39/Corr.1 & Add.1
26 février 1977

FRANCAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Treizième session

Quatrième réunion de la Conférence
des ministres

Kinshasa, 24 février - 3 mars 1977

RECTIFICATIF I ET ADDITIF I

RAPPORT DU COMITE TECHNIQUE D'EXPERTS SUR LA SIXIEME SESSION

(Kinshasa, 16-19 février 1977)

Annexe II, page 2 :

Remplacer le texte de la rubrique statistique par le texte suivant:

"Administration, gestion et finances publiques

Nouveau sous-projet 9.504.01 a) : ajouter ce qui suit :

1. Fourniture de services consultatifs en matière d'information, y compris la mise en place, l'harmonisation et le développement de mécanismes, de collecte, d'analyse et de traitement des informations et des données économique et financières destinées à être utilisées pour l'établissement de banques de données (con collaboration avec la Division de statistique).

Après le sous-projet 9.504.28, ajouter un nouveau sous-projet conçu comme suit:

2. 9.504.29 "Réunion des organisations africaines responsables des services de comptabilité sur ordinateur en vue d'examiner les problèmes du développement et de l'harmonisation des pratiques comptables dans les pays africains (en collaboration avec la Division de statistique (1980)."

Incidences financières des nouvelles additions au programme de travail,
1977-1981

Secteur : Finances publiques, 9.510

Programme : 9.504, Mise en place et gestion de systèmes budgétaires et
financiers

Travaux :

a) Assistance aux pays et territoires (1978-1981)

Fourniture de services consultatifs en matière de gestion de l'informatique, y compris la mise en place, l'harmonisation et le développement de mécanismes pour la collecte, l'analyse et le traitement des informations et données économiques et financières destinées à être utilisées pour l'établissement de banques de données.

Cofût des projets :	<u>1978-1979</u>	<u>1980-1981</u>
i) Services d'un spécialiste de l'analyse financières et de la comptabilité	\$ 96 000	\$ 96 000
ii) Voyages intra-africains à raison de 6 000 dollars E.-U. par an	12 000	12 000
iii) 14 p. 100 de frais administratif	<u>15 120</u>	<u>15 120</u>
Total	US\$ 123 120	US\$ 123 120

Elément :

a) Conférences, réunions, séminaires et groupes de travail d'experts
1980-1981

9.504.29 Réunion des organisations africaines qui fournissent des services de statistique, d'informatique et de comptabilité, afin d'examiner les problèmes de développement et d'harmonisation des pratiques comptables dans les pays africains (1980)

Coûts des projets	<u>En dollars E.-U.</u>
i) Interprètes (4) et traducteurs (2) :	
- frais de voyage \$ 1 200 x 6	= \$ 7 200
- indemnités de subsistance \$ 40x8x6	= 1 920
- traitements \$ 110 x 4 x 6	80x2x6 = 3 600
\$ 80 x 2 x 6	
	12 720

En dollars E.-U.

ii) Personnel de la CEA d'exécution du projet (3)		
- frais de voyage \$ 800 x 3	\$ 2.400	
- indemnités de subsistance \$ 40 x 10 x 3	1.200	3.600
iii) Frais de voyage de 50 participants		
\$700 x 50		35.000
iv) Indemnités de subsistance des participants ^{1/}		
v) Documentation		
- Traduction des documents de travail 120p. \$10 x 120	1.200	
- Impression du rapport \$ 7 x 40	280	1.480
vi) Transport sur place et frais connexes		500
vii) 14 p. 100 de frais administratifs		7.462
TOTAL		<hr/> 60.762

^{1/} Les indemnités de subsistance sont à la charge des gouvernements ou des organisations qui envoient les participants.

Distr.
GENERALE

E/CN.14/680/Add.3
E/CN.14/TECO/39/Add.3
25 février 1977

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Treizième session

Quatrième réunion de la Conférence
des ministres

Kinshasa, 24 février - 3 mars 1977

RAPPORT DU COMITE TECHNIQUE D'EXPERTS SUR SA
SIXIEME SESSION, TENUE A KINSHASA DU
16 AU 19 FEVRIER 1977

ADDITIF III

A l'annexe V, page 4, ajouter à la fin de la résolution c) sur la décennie des transports et communications en Afrique ce qui suit :

"Etat des incidences financières des projets de résolution sur la réunion chargée de définir une stratégie pour l'intégration des transports

1. La résolution demande au secrétariat de préparer et de convoquer une réunion ministérielle afin de définir une stratégie globale africaine pour les transports et les communications en Afrique, dans le cadre de la "Décennie des transports et communications en Afrique, 1978-1987" de la Conférence Nord-Sud.
2. On estime qu'une étude de base sur les besoins et les plans des 48 pays membres en matière de transports et de communications, y compris les problèmes particuliers de transport des pays les moins avancés et des pays sans littoral et insulaires, constitue une condition préalable indispensable à la réunion ministérielle. C'est pourquoi on envisage une étude détaillée portant sur les transports routiers, maritimes, aériens, ferroviaires et fluviaux ainsi que sur les programmes et plans de développement concernant chacun de ces modes de transport, leurs liens avec les secteurs clés tels que l'industrie, l'agriculture et le commerce.
3. L'étude aura pour objectif de définir le fondement et les éléments constitutifs d'une stratégie pour la création d'un réseau de transports et de communications intégrés.

4. L'étude

a) l'étude envisagée sera entreprise par une équipe de six experts représentant chacun des principaux modes de transport et le commerce. L'un des six experts, possédant des connaissances suffisantes de l'économie des transports, assurera la direction. b) L'équipe travaillera sous la direction générale du Chef de la Division des transports et communications du secrétariat. c) On prévoit qu'il faudra six mois de travail pour terminer et publier l'étude et que quatre de ces mois seront consacrés aux travaux sur le terrain. d) La mission sur le terrain couvrira de 12 à 24 pays de la région et le choix sera fondé sur des considérations d'ordre géographique ainsi que sur des besoins particuliers reconnus tels que les besoins portant sur i) les pays sans littoral; ii) les pays insulaires; iii) les pays les moins avancés; iv) les bassins des fleuves navigables; v) les bassins lacustres; vi) les pays maritimes. e) On recherchera la coopération des organes ci-après : i) l'Union africaine des chemins de fer (UAC); ii) la Commission africaine de l'aviation civile (CAFAC); iii) l'Association des compagnies aériennes africaines; iv) les Associations des administrations portuaires de l'Afrique du Nord, de l'Est, de l'Ouest et du Centre. f) Les effectifs de la Division des transports et communications devront être renforcés par le recrutement de spécialistes des transports ferroviaires et aériens. g) L'étude publiée par l'équipe d'experts qui doivent être engagés à titre de consultants constituera la base de la prochaine réunion à l'échelon ministériel.

Etat des incidences financières

A. Etude

a) Personnel affecté au projet

	<u>Mois de travail</u>	<u>Dollars E.-U.</u>
Responsable de l'équipe, à raison de 2 000 dollars E.-U. par mois	6	12 000
Consultants	5 x 6	60 000
Fonctionnaire de la CEA (Directeur du projet)	8	-
Secrétaire	6	-
		<hr/>
		72 000
	-	7 500

<u>b) Déplacements de l'équipe</u>	<u>Mois de travail</u>	<u>Dollars E/-U.</u>
Lors du recrutement 6 x 1 250	-	7 500
Pour la mission sur le terrain 6 x 13 450 1/		80 700
Frais de voyage du fonctionnaire de la CEA 1 x 13 450		13 450
		<u>101 650</u>
<u>c) Frais de publication</u>		
Rapport : i) frais d'impression de 500 exemplaires		3 500
ii) Traduction		1 000
		<u>4 500</u>

B. Réunion ministérielle

<u>a) Personnel chargé d'assurer le fonctionnement du secrétariat</u>		
i) Interprètes (2 vers le français 2 vers l'anglais)	4 x $\frac{1}{2}$	4 000
ii) Traducteurs de la CEA	2 x $\frac{1}{2}$	-
		<u>4 000</u>

Frais de déplacement

i) Interprètes lors du recrutement 1 250 x 4	-	5 000
ii) En mission (indemnité de subsistance pendant 1 semaine)		1 200
Total partiel 10 200 dollars E.-U.		<u>6 200</u>

1/ Montant fondé sur des calculs estimatifs portant sur 24 pays

Frais de voyage par avion	7 518,00
Excédent de bagages	940,00
Faux frais au départ et à l'arrivée	192,00
	<u>13 450,00</u>

b) <u>Participation à la réunion du personnel affecté au projet</u>		
	<u>Mois de travail</u>	<u>Dollars E.-U.</u>
i) 2 experts (responsable de l'équipe + 1) à raison de 2 000 dollars E.-U.	2 x $\frac{1}{2}$	2 000
ii) Fonctionnaire de la CEA	1	-
iii) 1 secrétaire	1	-
<u>Déplacements</u>		
i) Experts lors du recrutement à raison de 1 250 x 2	-	2 500
ii) En mission (indemnité de subsistance pendant 2 semaines) 600 x 2	-	1 200
		<hr/> 3 700
c) <u>Transport sur place pour les participants</u>		
Total estimatif		194 750
Total général (y compris 10 p. 100 pour les faux frais)		215 000

Il convient de signaler que le total général estimatif de 215 000 dollars des Etats-Unis n'est qu'un chiffre approximatif donnant uniquement un ordre de grandeur. Il ne couvre pas les frais relatifs au personnel de la CEA, notamment du personnel de la catégorie des administrateurs pour les voyages par avion et par chemin de fer qu'ils devront effectuer pour renforcer les effectifs d'experts de la Division des transports et communications, afin de leur permettre de donner les directives appropriées à l'équipe d'experts opérant sur le terrain.

Il sera peut-être nécessaire de relever ces chiffres lorsque l'on disposera de chiffres plus exacts pour le coût de certains éléments.

Distr.
GENERALE

E/CN.14/680/Add.4
E/CN.14/TECO/39/Add.4
25 février 1977

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Treizième session

Quatrième réunion de la Conférence
des ministres

Kinshasa, 24 février - 3 mars 1977

RAPPORT DU COMITE TECHNIQUE D'EXPERTS SUR SA
SIXIEME SESSION, TENUE A KINSHASA DU
16 AU 19 FEVRIER 1977

ADDITIF IV

A l'annexe V, page 5, ajouter à la fin de la résolution e) sur les pays africains semi-enclavés ce qui suit :

"Etat des incidences financières du projet de résolution sur les pays semi-enclavés"

On ne voit pas clairement quels sont le ou les pays auxquels ont songé les auteurs du projet de résolution ni quel doit être l'objet précis de l'étude demandée. Si l'on suppose cependant que cette étude doit viser essentiellement les problèmes de transport multimodal, y compris probablement ceux que pose le commerce de transit et compte tenu du fait qu'un pays seulement de la région peut être vraiment considéré comme semi-enclavé, on peut envisager l'étude demandée comme une étude sur le terrain d'une durée de deux mois (y compris le temps d'élaboration du rapport à Addis-Abéba), qui serait réalisée par deux consultants spécialistes des questions de transport et de commerce et un expert de la CEA en matière de transport.

Les incidences financières du projet de résolution sont données ci-après. Il y a lieu de souligner que les chiffres ci-dessous n'ont qu'un caractère indicatif : il pourrait y avoir lieu de les relever lorsqu'on disposera de chiffres de coût par éléments plus précis.

a) Personnel de projet

	<u>Mois de travail</u>	<u>Dollars des E.-U.</u>
Consultants (à 2 000 dollars des E.-U. par mois)	2 x 2	8 000
Fonctionnaire de la CEA	2	-
Secrétaire	2	-
		<u>8 000</u>

Frais de voyage de l'équipe

Au recrutement	2 x 1 250	-	2 500
En mission sur le terrain	2 x 4 022 ^{1/}	-	8 044
Frais de voyage du fonctionnaire de la CEA	1 x 4 022	-	4 022
			<u>14 566</u>

b) Frais de publication

Coût de rapport : impression		600
(100 exemplaires de 50 pages)		500
traduction		
		<u>1 000</u>

Total estimé des incidences financières 23 666

arrondi à 24 000

^{1/} Voyage par avion	1 250,00
Excédent de bagages	60,00
Faux frais au départ et à l'arrivée	12,00
Indemnités de subsistance (pour six semaines de travail sur le terrain)	2 700,00
4 022"